Federal Court



Cour fédérale

Facsimile Transmittal Form / Formulaire d'acheminement par télécopieur TO / DESTINATAIRE(S):

Telephone / Téléphone :
Telephone / Téléphone :
Telephone / Téléphone :
DATE: November 22, 2018
TIME / HEURE : 12:10 pm est
Total number of pages (including this page): 8 Nombre de pages (incluant cette page):
FETY AND EMERGENCY PREPAREDNESS
on, please advise and one will be forwarded to you
iée de la décision susmentionnée, veuillez nous en

Pursuant to section 20 of the Official Languages Act all final decisions, orders and judgments, including any reasons given therefore, issued by the Court are issued in both official languages. In the event that such documents are issued in the first instance in only one of the official languages, a copy of the version in the other official language will be forwarded on request when it is available.

Conformément à l'article 20 de la Loi sur les langues officielles, les décisions, ordonnances et jugements définitfs avec les motifs y afférents, sont émis dans les deux langues officielles. Au cas où ces documents ne seraient émis, en premier lieu, que dans l'une des eux langues officielles, une copie de la version dans l'autre langue officielle sera transmise, sur demande, dès qu'elle sera disponible.



Service administratif des tribunaux judicialres

CORRECTIONS - Document <u>JUGEMENT ET MOTIFS</u>

File #/N ^o de dossier	T-1450-15		tion # (if applicable)/ N ^o de référenc						
STYLE OF CAUSE	/INTITULÉ	Radu Hociung v Le minister de la securite publique et de la protection civile							
Document:		Jugement et M		<u> </u>					
Document Type / Type de		Correction to Original (French)							
Sequence No / No de séquence T-1450-15_20180315_JR_F_C_OTT_20181120120604_GL2_2018_CF_298.doc									
Page: 12	Paragraph / Para	F 13.6 - 11 - 1	25	Line / Ligne	15				
Original text to be correct	ted / Texte original à	corriger							
(2) Le demande se fait par	r remise d'un avis au	minister par é	crit, ou sous toute autre forme prévue par	çelvi-ci.					
Corrected text / Texte cor		1 (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1							
(2) La Loi sur les Cours fédérales et les règles prises aux termes de cette loi applicables aux actions ordinaires s'appliquent aux actions intentées									
en vertu du paragraphe (Page: 15	1), sous réserve des a Paragraph / Para		asionnées par les règles particulières à ces s] 40	Line / Ligne	4				
Original text to be correct	T H 1752 (Ta) 1 1 2 2#1	T 1074.41		<u>l dia sañ d'al</u> Periodo	The state of the s				
definitions au paragraphe	1 4 M M 1 - 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	<u> </u>	<u>a antono, la sala di labasa da kana da</u>						
Corrected text / Texte cor		A Company		Telephania Rijis	The second				
definitions au paragraphe	<u> </u>	What he said	<u>awan da tana 2008, ay ara da tana</u>	<u>eranijski in kristije at 1958.</u> T	Service of				
Page: 23	Paragraph / Para	graphė	53	Line / Ligne	5				
Original text to be correc	 If the Thirthead Date in the 	71.73	$\frac{1}{t_1 + t_2 t_3} = \frac{1}{t_1 + t_2 t_3 + t_4 t_4 t_5 + t_4 t_5 t_5 t_5 t_5 t_5 t_5 t_5 t_5 t_5 t_5$		1 (/()				
Loi sur les douanes	out read original a		<u>an ing katawa na katawa na 19</u> 11 at katawa na 1911 at katawa na 1	<u> </u>	<u> </u>				
Corrected text / Texte cor	mice				ej di sakaj siko sa				
Lois u le recyclage des pr	<u> </u>	The second second	<u>in kan na na manakatan na kabupat na kabupat</u>	<u> </u>	<u>and the state of </u>				
Page:	Paragraph / Para	igraphe		Line / Ligne					
Original text to be correc	And House and Art Art Art	T 4 T 1 W 1 1 1 1	<u>l</u> Salay feet a giber <mark>a b</mark> alay belefik sala						
	7.50.00	Ţ#####	<u>ali terreta de la competita de destro de la competita del competita del la competita del competita del la competita del la competita del competita del la competita del l</u>	<u> </u>	<u>until Meriardi in esti in esti</u>				
Corrected text / Texte cor	rloé	9.4 (1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1			en e				
	The second second	<u> </u>	<u>ang kang Panghalan di pangkan katang tahun 1981 ang Kabupatèn</u> Tahun		<u>em i te i jago e te e j</u>				
Page:	Paragraph / Para	graphe	<u></u>	Line / Ligne	,				
Original text to be correc	1	7 7 7 1			Naparaki ngahili sa				
		····in Fig.	<u>a ang katang managan ng katang ka</u> Katang katang katan	<u> </u>	and the second of the second of				
Corrected text / Texte co	rrigé	Terror (1914)		en de la recentación	Statistical actions				
<u> Taga Californi Propinsi St. 15</u>	<u>and the second of the second </u>	<u> </u>	Control of the state of the sta						
Page:	Paragraph / Para	graphe		Line / Ligne					
Original text to be correc	ted / Texte original à	corriger	The property of the second second						
unio de la companya d	<u> </u>	<u> . </u>			a tara and a said				
Corrected text / Texte cor	crìgé				production and the second				
	<u> </u>	. 1,7 16			· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·				
Page:	Paragraph / Para	graphe	<u></u>	Line / Ligne					
Original text to be correc	ted / Texte original è	corriger							
The MATRIX MERCANE CONTRACTOR CONTRACTOR	<u> 1827 (1744) (18. 1774) (18.</u>	1, 0= 1, 1, 1, n		<u> </u>	<u> </u>				
Corrected text / Texte cor	rrigé				a e Printe in the				
<u> </u>		<u> </u>		<u></u>	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·				
Pagei	Paragraph / Para	igraphe		Line/Ligoe					
Original text to be correc	ted / Texto original à	corriger							
District Control of the Association of the Associat	er on the state and the SPACE	<u> </u>	<u>. </u>	<u>, englis vient</u>					
Corrected text / Texte cor	rrigé	V		er ay amang a					
Parka Mili di Judi Tara	<u></u>	<u> </u>	<u> 1900 - Arabina da Ar</u>		<u> </u>				

Page: 12

d'intervention que dans la mesure et selon les modalités prévues au paragraphe 135(1).

 $[\ldots]$

- 135 (1) Toute personne qui a demandé que soit rendue une décision en vertu de l'article 131 peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la communication de cette décision, en appeler par voie d'action devant la Cour fédérale, à titre de demandeur, le ministre étant le défendeur.
- (2) La Loi sur les Cours fédérales et les règles prises aux termes de cette loi applicables aux actions ordinaires s'appliquent aux actions intentées en vertu du paragraphe (1), sous réserve des adaptations occasionnées par les règles particulières à ces actions.

[...]

135 (1) A person who requests a decision of the Minister under section 131 may, within ninety days after being notified of the decision, appeal the decision by way of an action in the Federal Court in which that person is the plaintiff and the Minister is the defendant. (2) The Federal Courts Act and the rules made under that Act applicable to ordinary actions apply in respect of actions instituted under subsection (1) except as varied by special rules made in respect of such actions.

- [26] Le demandeur soutient que le paragraphe 135(1) permet une poursuite dans la Cour, y compris la jonction des demandes. Je ne suis pas convaincu par ces arguments.
- [27] Une décision du ministre en vertu de l'article 131 concerne seulement la question de savoir s'il y a eu une infraction à la Loi sur les douanes. Comme l'a expliqué le juge Michel Shore dans Nguyen c Canada (Sécurité publique et Protection civile) 2009 CF 724 [Nguyen], au paragraphe 19:

des activités terroristes, D.O.R.S./2002-184 [Règlement sur le recyclage des produits], pour soutenir l'interprétation de la définition de « monnaie ». Cependant, ce fondement n'apporte rien en l'espèce.

- [40] Ce ne sont pas toutes les définitions dans le Règlement sur le recyclage des produits qui s'appliquent à cette loi constitutive. Le Règlement sur le recyclage des produits établit des définitions au paragraphe 1(1) qui « s'appliquent à la Loi et à ce Règlement, » alors que les définitions au paragraphe 1(2) « ne s'appliquent qu'à ce Règlement ». Les espèces sont définies au paragraphe 1(2) et, par conséquent, la définition ne s'applique pas au moment d'interpréter la Loi sur le recyclage des produits. Cette conclusion est renforcée par la définition du terme « fonds » du Règlement sur le recyclage des produits, qui se trouve aussi au paragraphe 1(2), qui distingue entre « espèces » et « monnaie ». Si cette distinction était étendue à l'exigence de déclaration de monnaies en vertu du paragraphe 12(1) de la Loi sur le recyclage des produits, elle n'inclurait pas une exigence de déclarer des espèces; une telle situation qui compromettrait l'importance de la Loi sur le recyclage des produits. Je suis d'avis que la définition du Règlement sur le recyclage des produits concernant la définition d'espèces n'est d'aucune aide en l'espèce.
- [41] Le défendeur cite également la définition de l'Oxford English Dictionary du terme monnaie afin de soutenir sa position : [TRADUCTION] « [c]ela ayant cours légal en tant que moyen d'échange; le moyen en circulation (soit des pièces de monnaie soit des billets); l'argent actuellement utilisé dans un pays ». En se fondant sur cette définition, le défendeur souligne que la valeur marchande des pièces de monnaie de collection qui ne sont pas en circulation,

Page: 23

- [51] En résumé: (1) l'article 7 de la *Loi sur la monnaie* prévoit que les pièces de monnaie « ont cours légal, pour la valeur faciale qui y figure en monnaie canadienne » si elles sont émises en vertu du régime de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne*; (2) les monnaies hors circulation sont émises en vertu de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* et, par conséquent, elles ont cours légal en vertu de l'article 7 de la *Loi sur la monnaie*; (3) l'article 8 de la *Loi sur la monnaie* prévoit que les pièces de monnaie ayant cours légal ont pouvoir libératoire; et (4) l'article 6.31 de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* reconnaît expressément l'existence de « [m]onnaies hors circulation des monnaies canadiennes. »
- [52] Même s'il peut être irrationnel d'utiliser des pièces de monnaie de collection hors circulation pour acheter des biens et services, l'article 7 de la *Loi sur la monnaie* n'empêche personne de le faire. Le défendeur a, à mon avis, confondu la notion d'« argent utilisé actuellement dans un pays » avec celle d'« argent utilisé dans un pays de façon fréquente ou régulière ». Même si les pièces de monnaie de collection hors circulation ne sont pas fréquemment ou régulièrement utilisées en tant qu'espèces, elles ont pouvoir libératoire et, par conséquent, à mon avis, elles sont utilisées actuellement au Canada.
- [53] Dans le cadre des monnaies émises au Canada, après avoir examiné les dispositions pertinentes de la Loi sur la Monnaie royale canadienne et de la Loi sur la monnaie, je suis convaincu que les pièces de monnaie hors circulation ont pouvoir libératoire et qu'elles sont des « espèces » dans le sens du terme utilisé par la Loi sur le recyclage des produits. Les obligations en matière de déclaration prévues par le paragraphe 12(1) de la Loi sur le recyclage des produits douanes sont, par conséquent, applicables aux importations et aux exportations où la valeur



CORRECTIONS - Document JUDGMENT AND REASONS

File #/N ^o de dossier	T-1450-15		tion # (if applicable)/ N ^o de ré		2018 FC 298			
STYLE OF CAUSE /	INTITULÉ	Radu Hoci	iung v The Minister of Public	Safety and Emerge	ncy Preparedness			
Document		Judgment and Reasons						
Document Type / Type de	ocument Type / Type de document Correction to Original (English)							
Sequence No / Nº de séquen	œ	T-1450-15_20)180315_JR_E_C_OTT_20181120113	3910_GL2_2018_FC_298.	doc			
Page: 15	Paragraph / Para	graphe	40	Line / Ligne	8			
Original text to be correcte	ed / Texte original à	corriger						
such a result that would		•						
Corrected text / Texte corr	igé			The sale of the sale of				
such a result would								
Page: 21	Paragraph / Para	igraphe	53	Line / Ligne	4			
Original text to be correcte	ed / Texte original à	corriger						
Customs Act	and the same and a feet that the			'				
Corrected text / Texte corr	igé	Light of the Contract						
Proceeds Act	en syn i in terresia		<u> </u>					
Page:	Paragraph / Para	graphe		Line / Ligne				
Original text to be corrects	ed / Texte original à	corriger	tar germana ang ka		10.49.07			
\$10 mm (#10)				the state of the s	<u> </u>			
Corrected text / Texte corr	lgé	V ^V ₁						
	A Marketin Commencer of the Commencer of	<u>anna marana ao a</u>	<u>, and the state of the state o</u>					
Page:	Paragraph / Para	igraphe	<u> </u>	Line / Ligne	1			
Original text to be correcte	d / Texte original à	corriger			Market and Halley Tolk Control			
<u> 18 9 Tryffil (18 2 18 2 - 16 1 - 22 1</u> -	17 17 (C.)		<u>a na matika, isan manakatan palikan di ka</u>		<u> </u>			
Corrected text / Texte corr	ios	ti na Salahari.	Ny mandra ny ao	Note that the state of	Swarffall Alfred State Co			
s But, in 1990 and Challet Market for the	r ™ tor yerde, KyAgroked <u>i</u>	<u> </u>	<u>i jedine i naj i to Zian dajih, telenj</u>	<u> </u>	<u> </u>			
Page:	Paragraph / Para	ığraphe		Line / Ligne	:			
Original text to be correcte	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	are the contract of						
	T 7/11 () () () () () () () () () (<u> </u>	<u> 1 - Aram Garage de la casa de l</u>	<u>. 1 francis i af i staj tari ata care</u>	a partira de la composición del composición de la composición de la composición de la composición del composición de la			
Corrected text / Texte corr	iaé							
<u>, was nga nga marang marang ka</u>	<u>17 (9) (9) A HILLA DI</u>	7-1-1	<u> 18 - 18 - 18 - 18 - 18 - 18 - 18 - 18 </u>	<u>ja naga la kabupatén Kilobe</u>	<u> </u>			
Pager	Paragraph / Para	graphe		Line / Ligne	T			
Original text to be correcte	10 76 A 65 A 65 A 65 A	(m. // To) / 1884-1894 (17)			Popularia de la constanta de la			
<u>kan di mulih kanghi dibibbak k</u>		<u> 1944. Wa Bijeli</u>	<u> 1900), ili gastati ya 1900 ya eseka 1900 ya 1900</u>	<u>. A servangir di serva di se</u>	<u>- Sanger Stelling (in little gift) in de</u> -			
Corrected text / Texte corr	igé:	v - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 -			43/5 - 43/5 7 - 41/4 7			
TOTATOTOMAN, TOTATOR (*** *)	1 T 2001 2 TO 1 00W	<u>. Sandrif in </u>		<u>ta began da mananan da kabanasan da kabanasan</u>	MICCO Same and Association of State of			
Page:	Paragraph / Para	graphe	···	Line / Ligne	·			
Original text to be correcte	ed / Texte original à	corriger						
<u> </u>	d and Article	Control of the second	<u>alan kirilan da di keti ta<u>nda atau kita di ahili da d</u></u>	<u>- 1 (4) </u>				
Corrected text / Texte corr	dgé	Water Control			WWW. N. C.			
_{्रम्} ्राम् वाराम्बद्धम् अस्तिवस्य स्टिन	ettydd o y ol 11 yn o deilol T	<u> per a e e e e e</u>	<u>i ja on eta ontre en 1990, al latino ligit eta o</u>	<u> </u>	ay an indigen and the AM of the Common			
Page;	Paragraph / Para	igraphe		Line / Ligne				
Original text to be corrected	The Committee of the	<i>.</i> 75 1						
<u>and the state of </u>			<u> Santagoria de la estración de la composición del la composición del composición de la composición del composición del composición de la composición del composición del composición del composición del composición del composició</u>	<u>a a sur sur antigarante.</u>	<u>Harris II. San Tillian II.</u>			
Corrected text / Texte corr	laé kanala	···			ta daga daga ta ta			
COLLEGED BOART & CARE COLL	dg é	11 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	<u>and the state of </u>		<u>et de la Caración de</u>			

- [40] Not all definitions in the *Proceeds Regulations* apply to its enabling Act. The *Proceeds Regulations* set out definitions at subsection 1(1) that "apply in the Act and these Regulations," whereas the definitions at subsection 1(2) only "apply in these Regulations." Cash is defined at subsection 1(2) and therefore the definition is of no application when interpreting the *Proceeds Act*. This conclusion is reinforced by the *Proceeds Regulations* definition of "funds," also found at subsection 1(2), which distinguishes between "cash" and "currency." Were this distinction to be extended to the *Proceeds Act* the requirement to report currency pursuant to subsection 12(1) would not include a requirement to report cash; such a result would undermine the purpose of the *Proceeds Act*. I am of the view that the *Proceeds Regulations'* definition of cash is of no assistance in this matter.
- [41] The defendant also points to the Oxford English Dictionary definition of currency to support its position: "[t]hat which is current as a medium of exchange; the circulating medium (whether coins or notes); the money of a country in actual use". Relying on this definition the defendant notes the market value of non-circulation collector coins, coupled with the value placed upon them by collectors, renders them much more valuable than their face value. As such they are not intended for circulation and are not "money of a country in actual use".
- [42] The defendant similarly relies on section 2 of the *Royal Canadian Mint Act*, RSC, 1985, c R-9, [*Mint Act*] which defines both circulation and non-circulation coins, and section 8 of the *Currency Act*, RSC, 1985, c. C.52, [*Currency Act*] which limits the legal tender value of coins.

- [53] In the context of Canadian-issued coins, considering the relevant provisions of the *Mint Act* and the *Currency Act*, I am satisfied that non-circulation coins that are legal tender are "currency" as that term is used in the *Proceeds Act*. The reporting obligations provided for at section 12(1) of the *Proceeds Act* are therefore triggered where, on import or export, the denominational or face value of the non-circulation coins together with any other currency or monetary instruments being imported or exported is of a value that is equal to or greater than the prescribed amount at section 2 of the *Reporting Regulations*.
- [54] So what then, of the plaintiff's coins? The defendant acknowledges in its submissions that the principles in respect of non-circulation coins as set out in the *Mint Act* are the principles that apply in respect of US Treasury Buffalo Gold Bullion Coins and silver coins. They too, the defendant acknowledges, are legal tender.
- [55] I therefore conclude that the plaintiff's US Treasury-issued, legal tender coins are currency that is subject to the reporting requirements set out in the *Proceeds Act*. However as the face or denominational value of the coins was \$220 USD, the plaintiff was under no obligation to report the importation of this currency under the *Proceeds Act*. The currency in his possession was well below the amount at section 2 of the *Reporting Regulations*.
 - (2) Are the coins at issue "goods" that must be reported under section 12 of the *Customs Act*?
- [56] The plaintiff also submits that he had no obligation to report the collector coins having a face value of \$220 USD as goods despite having paid \$5,700 USD to a coin broker to acquire the